

---

Dans ce contexte, l'invasion soviétique de l'Afghanistan a gravement vicié le climat de la sécurité et de la compréhension. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique a utilisé ses troupes pour envahir un pays non membre de l'actuel Pacte de Varsovie. Dans ce sens, l'action des Soviétiques porte davantage atteinte à la stabilité mondiale que ne l'avait fait leur recours à la force armée pour mater la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Qui plus est, la présence soviétique en Afghanistan transforme un État-tampon de l'Asie du Sud-Ouest en une base potentielle de pressions ou d'opérations, risquant ainsi de perturber l'équilibre d'une région clé. Ce faisant, elle a une incidence considérable sur la stabilité stratégique globale, ne serait-ce qu'en raison des intérêts pétroliers vitaux de l'Occident. Il est inacceptable que l'Union soviétique recoure à la force pour parvenir à de telles fins.

Il ne devrait y avoir aucun doute quant à l'unanimité des gouvernements occidentaux à ce chapitre. Je sais que les gouvernements n'ont pas tous réagi de la même manière et ce, pour diverses raisons. Mais tous s'entendent pour dire que l'action soviétique est inamissible. Nous tentons tous d'obtenir le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, et nous sommes tous décidés à faire savoir à l'Union soviétique que nous ne saurions tolérer une action semblable ailleurs.

Je crois que l'Union soviétique comprend la force et l'unanimité de nos sentiments. Dans ce sens, on peut, à mon avis, accorder trop d'importance aux différences entre les réactions de nos gouvernements. Je dois admettre toutefois l'impression d'une certaine confusion, en partie en raison d'une consultation inadéquate, et en partie à cause de véritables divergences sur la meilleure façon de procéder. Nous devrions comprendre que l'Afghanistan se trouve à l'extérieur du périmètre de défense de l'OTAN, et ainsi hors de la zone dans laquelle les alliés ont toujours concentré leur effort collectif de défense. Il n'est donc pas étonnant que la consultation et la coordination posent certaines difficultés. Nous recherchons un moyen de réagir à un nouveau type de défi. Dans cette optique, je crois que les alliés, le Japon et l'Australie ont bien agi en faisant connaître aussi clairement leurs points de vue, en réagissant concrètement dans leurs relations avec l'Union soviétique et en s'efforçant de restaurer l'équilibre en Asie du Sud-Ouest. A long terme, l'action soviétique en Afghanistan aura notamment pour conséquence de forcer les alliés à regarder à l'extérieur de leur périmètre de défense traditionnel et à s'interroger sur la nature de leurs intérêts communs ainsi que sur les possibilités d'une action concertée.

L'invasion soviétique préoccupe évidemment de façon très directe les pays de l'Asie du Sud-Ouest et les États du Golfe. La plupart de ces pays désirent vivement rester à l'écart des rivalités entre superpuissances. C'est une attitude que le Canada respecte. Il existe dans la région des tensions et des conflits — par exemple entre l'Iran et l'Irak ou entre l'Inde et le Pakistan — qui font que les États concernés ont de la difficulté à s'unir pour contrer une menace externe. Même là, divers indices portent à croire que l'invasion de l'Afghanistan les incite à réfléchir davantage à la façon dont ils pourraient collaborer pour protéger leur sécurité.

Le Canada a réagi fermement à l'action soviétique. Nous avons suspendu les échanges scientifiques et culturels et les visites de haut niveau. Nous avons appuyé l'embargo céréalier américain pendant la présente campagne. Nous avons limité les échanges de

---